
[Le gouvernement thaïlandais veut expulser les communautés ethniques de Pang Daeng pour y établir des plantations et des installations touristiques](#)

Mme. Mai appartient à la communauté ethnique Palaung. Elle est mère de trois enfants et habite le village de Pang Daeng, au Nord de la Thaïlande. Depuis quelques semaines, elle campe devant la mairie de Chiang Mai. Comme une centaine d'autres membres de sa communauté, elle est venue demander le gouverneur de Chiang Mai de libérer son mari, M. Tan Bortuk, et d'autres personnes.

Le Département forestier royal de la Thaïlande (RFD) a arrêté et envoyé en prison, le 23 août 2004, Tan Bortuk et un groupe de 47 habitants du village de Pang Daeng, qui comprenait des gens âgés et des femmes enceintes, les accusant d'avoir envahi illégalement la Réserve nationale de Forêt de Chiang Dao. Ces 48 personnes ont été libérées sous caution le 9 septembre par le Tribunal provincial de Chiang Mai, et les audiences préliminaires auront lieu le mois prochain.

Le harcèlement et la répression des communautés locales et des minorités ethniques en particulier ne sont pas nouveaux dans l'histoire du RFD. En effet, l'État essaie depuis longtemps de transformer les terres boisées en parcs nationaux et d'affecter les terres villageoises à la plantation industrielle d'arbres et au développement touristique.

Mais pour les minorités ethniques du petit village de Pang Daeng, qui est situé dans la forêt de Chiang Dao de la province de Chiang Mai, les arrestations sont un cauchemar perpétuel.

Les premières ont eu lieu en 1988, lorsque le RFD a envoyé en prison 19 personnes de l'ethnie Palaung. En 1988, il y a eu 56 arrestations dans les ethnies Lahu, Lisu et Palaung. Les accusations ont par la suite été retirées et les personnes libérées, à la condition que la communauté abandonne ses terres. Et maintenant, en août 2004, 48 habitants de Pang Daeng sont en prison, certains d'entre eux pour la deuxième fois.

Mai nous explique : « Les méthodes sont toujours les mêmes. Tard le soir, ou à l'aube, des centaines de militaires armés, de policiers et de fonctionnaires forestiers entrent dans le village. Ils forcent l'entrée des maisons et emmènent les gens dans les camions qui attendent. En général, les fonctionnaires leur assurent qu'on les emmène à une 'réunion', ou que 'le gouvernement est en train de distribuer gratuitement des couvertures'. »

Les arrestations se font au hasard et personne n'est épargné : en 1998, un garçon de 14 ans du village voisin de Pang Tong a été arrêté lorsqu'il rentrait chez lui, alors qu'il n'était venu à Pang Daeng que pour hypothéquer la moto de la famille ; cette année, une femme enceinte Palaung a été arrêtée.

Tan Bortuk, de 45 ans, a été mis en prison en 1998 et relâché presque un an plus tard. À présent il est de nouveau en prison. Mai ne pouvait même pas payer les 40 baht (1 USD) qu'il fallait pour aller le voir à Chiang Mai ; la caution de 200 000 baht (5 000 USD) est tout à fait hors de sa portée.

Le harcèlement perpétuel a provoqué de graves pénuries de nourriture chez les gens de Pang Daeng, puisqu'ils ne peuvent pas reprendre leurs activités quotidiennes, qui consistent à travailler comme journaliers dans les vergers et les rizières, ou dans le tourisme à Chiang Dao. La peur a conduit de nombreuses personnes à dormir en petits groupes dans la forêt, plutôt que dans le village.

Les raisons pour lesquelles l'État a le village de Pang Daeng dans le collimateur sont nombreuses, mais la plus importante concerne les nombreux intérêts commerciaux impliqués : des groupes d'affaires influents du district de Chiang Dao veulent construire des hôtels et d'autres installations touristiques dans cette région montagneuse panoramique, et élargir également la plantation d'arbres fruitiers ; le RFD veut cette région pour la plantation de teck et d'autres espèces ; l'exploitation illégale pratiquée par des étrangers influents est très répandue dans la région.

Le tourisme s'est rapidement développé à Chiang Dao depuis 1995. Les montagnes de Chiang Dao sont célèbres pour leur beauté panoramique : dominant les rizières de Doi Luang, un pic de roche calcaire s'élève 2 195 mètres dans le ciel ; des siècles d'évolution géologique y ont creusé des tunnels et des grottes. Étant donné le volume d'argent que le tourisme met en jeu, l'État et les investisseurs aimeraient bien que la population de Pang Daeng quitte la région pour faire place à davantage d'hôtels, de vergers et de plantations d'arbres.

Beaucoup de Palaung sont venus de la Birmanie, traversant la frontière de la Thaïlande pour échapper aux militaires birmans et aux travail forcé. Ironiquement, une fois installés en Thaïlande le RFD a commencé à les utiliser comme main d'oeuvre gratuite pour ses projets de « reboisement ».

M. Aai Sangoii, de 32 ans, arrêté une fois en 1998, dit : « Le RFD nous a embauchés pour replanter environ 600 rai de teck dans le village de Pang Daeng Nai. Pourtant, après avoir planté leurs jeunes arbres nous n'avons reçu qu'un peu d'argent pour manger, mais rien pour notre travail. L'année dernière, le RFD a donné aux habitants de Pang Daeng 1 000 plants de teck et d'autres espèces et leur a dit de les planter dans les forêts environnantes. Les villageois ont marché de longues distances pour atteindre les zones boisées, et ils ont passé environ 5 jours à planter. Quelques jours plus tard, le ministre des Ressources naturelles a visité la zone et il a dit que les paysans donnaient un bon exemple de coopération avec le gouvernement. Nous ne savons pas si les jeunes arbres ont survécu. »

Kingkorn Na Ayuthaya, de la Fondation pour le Développement du Nord de Chiang Mai, déclare : « La plupart des projets de reboisement du RFD ne sont pas vraiment destinés à restaurer les forêts dégradées mais seulement à obtenir un grand budget. Les fonctionnaires utilisent une partie de l'argent à obtenir les plants et à payer les gens du village pour qu'ils les plantent. Mais, en général, il y a beaucoup de corruption. Il n'est pas surprenant que beaucoup de projets de reboisement échouent et que les arbres plantés ne durent pas longtemps ».

Très peu de résidents de Pang Daeng possèdent la qualité de citoyens thaïlandais, puisqu'ils ont migré dans la région à une époque relativement récente ; beaucoup d'entre eux ne sont arrivés qu'au début des années 80, et n'ont pas recours aux lois qui protègent les citoyens. Les fonctionnaires forestiers, soucieux d'atteindre les « objectifs annuels de reboisement » ou de montrer leur zèle à protéger les forêts de montagne, exploitent cette situation.

En Thaïlande, la politique forestière est teintée de préjugés ethniques ou raciaux. Les fonctionnaires de l'État et les Thaïlandais des plaines prennent volontiers les minorités ethniques des montagnes comme boucs émissaires et les accusent de tous les problèmes écologiques des bassins versants du Nord du pays. Surtout depuis la fin des années 80, la pénurie croissante d'eau a poussé les

communautés agricoles des plaines à faire pression sur les communautés ethniques qui habitent et cultivent sur la montagne pour qu'elles déménagent, de manière à « protéger les bassins des hautes terres ». Mais le fait est que la pénurie d'eau est en général provoquée par le développement des cultures commerciales et des fermes fruitières des plaines, ainsi que par l'expansion des zones urbaines, des terrains de golf et des installations touristiques, bien plus que par l'agriculture de montagne des communautés ethniques.

Kingkorn Na Ayuthaya ajoute : « La communauté de Pang Daeng est une cible facile pour les fonctionnaires de l'État qui ont des motivations raciales ou ethniques ; ils montrent ainsi qu'ils protègent les « forêts de montagne » contre les « tribus des collines ».

Cette fois, les arrestations des résidents de Pang Daeng répondent à un programme plus insidieux du RFD. Depuis les années 90, les mouvements de paysans, alliés avec les organisations non gouvernementales, luttent pour la reconnaissance légale des droits des habitants des forêts. La Constitution de 1997 de la Thaïlande contient plusieurs dispositions qui protègent les communautés tributaires des forêts et les minorités ethniques. Mais si le RFD peut convaincre la cour d'ordonner l'expulsion de la communauté de Pang Daeng pour avoir envahi la forêt, il y aura là un précédent légal qui permettra davantage d'arrestations et d'intimidations des communautés forestières et des groupes ethniques minoritaires dans toute la Thaïlande.

Les groupes ethniques de Pang Daeng ne veulent pas renoncer à leurs terres et quitter la région. La communauté a adressé une pétition au Premier Ministre, aux bureaux des Nations unies à Bangkok, à la Commission nationale des Droits humains et au Conseil national d'avocats. Les organisations de la société civile ont soutenu la communauté en organisant des cérémonies et des collectes de fonds pour assister les familles des villageois détenus.

Mme. Anchalee Ponkleang, de l'organisation non gouvernementale « Intermountain Peoples Education and Culture in Thailand » (IMPECT), a déclaré : « Nous demandons que le gouvernement provincial désigne une commission pour qu'elle trouve une solution de longue durée aux problèmes de la forêt. Le gouvernement doit s'occuper des questions de citoyenneté et garantir les droits de la communauté de Pang Daeng au logement et à des terres cultivables ».

Noel Rajesh, adresse électronique : noelrajesh@yahoo.com , et Helen Leake, International Alliance of Indigenous Peoples (Secrétariat de Chiang Mai), adresse électronique : helen@international-alliance.org